



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 24/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PRAXY CENTRE

1 RUE YVES LAMOURDEDIEU
LES LISTES
63500 Issoire

Références : 20251124-RAP-63-0998-Inspection-PRAXY-Broyeur
Code AIOT : 0005601759

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2025 dans l'établissement PRAXY CENTRE implanté 1 RUE YVES LAMOURDEDIEU LES LISTES 63500 ISSOIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée suite à l'incendie survenu sur le site le 22/11/2025 à 04h00, événement ayant mobilisé le SDIS (environ 75 pompiers). L'incendie a été maîtrisé le jour même à 08h00.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PRAXY CENTRE
- 1 RUE YVES LAMOURDEDIEU LES LISTES 63500 ISSOIRE
- Code AIOT : 0005601759
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité de la S.A.S. PRAXY CENTRE, située ZI Les Listes sur le territoire de la commune d'ISSOIRE, est principalement axée sur :

- la prise en charge et le stockage des véhicules hors d'usage,
- la dépollution éventuelle et le broyage des véhicules hors d'usage dépollués,
- la récupération et la valorisation des déchets issus du broyage et de la dépollution,
- la collecte, le stockage et le recyclage de métaux ferreux et non ferreux.

La S.A.S. PRAXY CENTRE bénéficie d'un arrêté préfectoral n°09/01959 du 20 juillet 2009 l'autorisant à exploiter une installation de stockage, de récupération et de broyage de ferrailles et véhicules hors d'usage sur la commune d'ISSOIRE. Cet arrêté a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 19 février 2014 qui a, notamment, mis à jour l'agrément en vigueur, conformément à l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Enfin, suite à l'incendie du 06 avril 2021 et à la révision de l'EDD, un arrêté préfectoral complémentaire en date du 29 novembre 2022 a été pris afin de mettre à jour les prescriptions relatives à la gestion des stocks de déchets et à la prévention et à la maîtrise du risque incendie.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Distances d'éloignement en zone 3	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 71.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
6	Récupération des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 7.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 jours
7	Gestion des déchets liés au sinistre	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 51.4 et 51.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Gestion des éventuels équipements de sécurité sinistrés	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 7.6.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 7.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Rondes	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4	Sans objet
4	Limite de stockage en zone 3	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 71.3	Sans objet
9	Modalité d'admission des déchets entrants	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 2.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités ont été relevées durant cette inspection. Elles sont principalement consécutives à l'incendie. Aucune des non-conformités détectées n'est en lien avec le départ de feu.

En tout état de cause, l'exploitant doit fournir un rapport d'accident selon les dispositions de l'article R.512-69 du Code de l'environnement, afin de déterminer les circonstances de l'incendie.

Les apports de ferraille en zone de réception ferraille broyeur sont suspendus jusqu'à rétablissement des distances d'éloignement notamment vis-à-vis de la ligne à THT.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie du 22/11/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Déroulement des faits :</p> <p>03h45 : revue de ronde RAS</p> <p>04h02 : détection de la caméra thermique (578°C à la caméra avec flamme) en zone 3 au pied de</p>

<p>la SERAM</p> <p>04h03 : appel du SDIS</p> <p>04h09 : ouverture des barrières pour accès pompiers</p> <p>04h17 : arrivée des pompiers qui constatent un feu de déchets métalliques sur environ 1 000 m², hauteur 5 à 6m et relèvent un risque marqué de propagation à d'autres tas de déchets, à une grue, ainsi qu'à l'outil de compactage / tri</p> <p>04h45 : arrivée des pelleurs Praxy Centre dont l'action va permettre d'étaler le tas et faciliter son extinction</p> <p>07h00 : constat que le feu régresse et reste sous contrôle</p> <p>08h00 : confirmation que le feu est totalement maîtrisé, les pompiers sont toujours sur place pour surveillance</p> <p>12h00 : départ des pompiers et maintien du site sous surveillance des personnels PRAXI et de la société de gardiennage jusqu'au lundi 24/11 matin</p> <p>75 pompiers ont été mobilisés au plus fort de l'évènement.</p> <p>L'inspection a visionné les vidéos enregistrées par les caméras thermiques. Celles-ci montrent une détection précoce avec une montée rapide en température de la zone.</p> <p>A ce stade, l'origine du sinistre n'est pas connue mais si la présence d'un déchet non conforme (type batterie lithium) est suspectée. Le rapport d'accident prévu à l'article R.512-69 du Code de l'environnement permettra peut-être de déterminer une origine plus précise.</p> <p>Un mur coupe-feu récemment installé par l'exploitant a sans doute permis de limiter la propagation au reste du stock de ferraille en attente de broyage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Transmettre un rapport d'accident dont le contenu est fixé à l'article R512-69 du Code de l'environnement (15 jours) + déclarer cet accident via le portail de télédéclaration des accidents accessible depuis https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 2 : Détection incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 7.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie du 22/11/2025</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un dispositif fixe de détection par points chauds au niveau des zones de stockage de déchets visé à l'article 71.3 du présent arrêté est mis en place.</p> <p>Le dispositif se compose de caméras thermiques en nombre suffisant et doit permettre de couvrir l'ensemble des stocks visés à l'annexe 3.</p> <p>Il est relié en permanence, soit à la surveillance interne du site pendant les horaires d'ouverture, soit à une télésurveillance sur site extérieur en dehors des heures d'ouverture.</p>

En cas d'indisponibilité de l'installation de détection, de sa transmission ou de sa télésurveillance, des mesures palliatives devront être prises afin de compenser toute éventuelle indisponibilité ».
Constats : Les vidéos de la détection incendie ont été consultées en séance. Les caméras ont déclenché l'alarme dès que la température de la zone a dépassé les 180°C (04h00). Leur fonctionnement a permis une intervention rapide des secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rondes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie du 22/11/2025
Prescription contrôlée : Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 respectent les dispositions qui suivent. I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes : a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ; b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués. II. - L'exploitant détermine les consignes concernant : - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; - le parcours des rondes et les points d'observation ; - la formation du personnel concerné ; - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ; - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.
Constats : Le registre des rondes a été consulté en séance. Avant le départ de feu, les rondes sur la zone 3 ont été effectuées à 21h, 1h et à 3h du matin. Le dernier pointage au niveau de la zone de départ de feu a été enregistré à 03h46. Le gardien a appelé le SDIS à 04h03 après avoir rejoint son bureau et avoir constaté l'alarme déclenché par la caméra thermique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Limite de stockage en zone 3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 7.1.3
--

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie du 22/11/2025
Prescription contrôlée : Le tonnage correspondant à ces zones de stockage est limité strictement à 2000 tonnes (éléments figurant en bleu sur le plan de l'annexe 3 du présent arrêté.
Constats : Le registre du stock a été consulté en séance. Le jour du sinistre, le stock s'élevait à 945,55 tonnes (soit environ 50% du tonnage max autorisé). Le site sortait d'une semaine d'arrêt technique du broyeur, durant laquelle des apports de déchets ont continués à être acceptés (+ 750 tonnes en une semaine environ).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Distances d'éloignement en zone 3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 7.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie du 22/11/2025
Prescription contrôlée : Les zones de stockages amont et aval broyeur définies à l'article 7.1.3 sont séparés les uns des autres par une distance d'éloignement minimale de 8 m. Le stockage de ferrailles et de VHU dépollués en attente de broyage est séparé en permanence de la ligne électrique à très haute tension par une distance au sol de 10 m minimum. La zone de tri des déchets de ferrailles est séparée de la ligne électrique à très haute tension par une voie engin d'une largeur de 5 m minimum.
Constats : Afin de faciliter l'extinction de l'incendie puis la surveillance, le tas de déchets métallique a été étalé avec, pour conséquence, le non respect des distances d'éloignement vis-à-vis de la ligne électrique à THT. Par ailleurs, la zone de stockage des VHU ne correspond pas à celle prévue par l'AP
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none"> • Respecter les distances d'éloignement vis-à-vis de la ligne THT (7 jours). Dans l'attente, les apports de ferraille en zone de réception ferraille broyeur n'est pas autorisée ; • La zone de stockage des VHU doit être conforme au plan situé en annexe 3 de l'AP du 20/07/2009 (1 mois). En tout état de cause, les distances d'éloignement imposées par l'AP vis-à-vis du stock de VHU doivent être respectées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 7 jours

N° 6 : Récupération des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie du 22/11/2025
Prescription contrôlée : <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimale de 614 m³. Le dispositif de confinement est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation, il devra être aménagé d'un raccord d'alimentation ou d'aspiration utilisable et validé par le Service d'Incendie et de Secours de façon à pouvoir réutiliser une partie de cette réserve.</p> <p>Cette capacité de rétention, composé de deux bassins respectivement de 154 et 450 m³ et d'une canalisation raccordant ces deux bassins d'une capacité de 10 m³.</p> <p>Elle est équipée de relevés déportés permettant de suivre à distance son remplissage en cas de sinistre.</p> <p>Le rejet de ces eaux au milieu naturel est empêché par fermeture de vannes.</p> <p>Le rejet des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie, récupérées dans le bassin de confinement ne peut intervenir qu'après que l'exploitant se soit assuré de la conformité de ces eaux aux normes de rejet définies à l'article 4.3.9 du présent arrêté. Les résultats d'analyse seront envoyés à l'Inspection des Installations Classées. En cas de résultats non conforme, elles seront considérées comme déchets et devront être traitées comme tels.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service des bassins constituant les 614 m³ de capacité sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande ; en outre, ils doivent être testés semestriellement. Les résultats de ces tests sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. »</p>
Constats : <p>Les eaux d'extinction sont stockées sur site dans l'attente de leurs analyses. L'inspection a constaté que l'armoire électrique commandant les pompes de relevage était coupée électriquement.</p> <p>A ce stade, le volume d'eau utilisé pour éteindre le sinistre n'est pas connu, ni le taux de remplissage des deux bassins de récupération de la zone sinistrée.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">• Les eaux d'extinction doivent faire l'objet d'analyses (3 jours) afin de situer ces eaux au regard des valeurs limites imposées à l'article 4.3. 5 de l'arrêté préfectoral n° 09/01959 du 20 Juillet 2009 et à l'article 2, au point X de l'annexe 3. 1 et au point III de l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime

<p>de l'autorisation et de la directive IED ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Avant rejet, l'exploitant fournit un examen de l'acceptabilité du rejet de ces eaux d'extinction vers les eaux superficielles voisines ou vers le réseau d'assainissement ; • Remettre en service les capacités de récupération des eaux d'extinction de la zone 3 (15 jours).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 jours

N° 7 : Gestion des déchets liés au sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 5.1.4 et 5.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Incendie du 22/11/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 5.1.4. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'EXTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.</p> <p>ARTICLE 5.1.5. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.</p>
<p>Constats :</p> <p>Environ 250 m3 de déchets impactés par le sinistre sont présents sur site. L'exploitant procède à l'évacuation et à l'élimination dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur le site et issus du sinistre dans un délai de 2 mois. L'exploitant tient à disposition de l'inspection la justification de cette élimination conforme.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les déchets non dangereux produits par le sinistre sont évacués vers une installation autorisée à recevoir lesdits déchets ; l'exploitant tient à disposition de l'inspection la justification de cette élimination conforme - 2 mois ; • Pour les déchets dangereux, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, un programme d'évacuation des déchets présents sur le site et issus du sinistre dans des filières autorisées (certificat d'acceptation préalable) - 15 jours ; • Évacuation de l'ensemble des déchets sous 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Gestion des éventuels équipements de sécurité sinistrés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie du 22/11/2025
Prescription contrôlée : Cf. article 7.6.3 de l'AP du 20/07/2009 modifié par l'AP du 29/11/2022
Constats : Les 5 RIA situés a proximité du sinistre ont été testés lors de l'inspection. Ils sont en état de marche. Le dispositif de détection incendie n'a pas été endommagé car éloigné des flux thermiques. Le sinistre a en revanche endommagé un mur CF situé à proximité immédiate du départ de feu. Celui-ci doit être remplacé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Remplacer le mur CF endommagé lors du sinistre du 22/11/2025 (15 jours).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Modalité d'admission des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 2.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie du 22/11/2025
Prescription contrôlée : Un contrôle visuel des déchets réceptionnés doit être systématique afin de vérifier la conformité avec le bordereau de réception.
Constats : Lors de l'inspection, la procédure de contrôle des apports de déchets ainsi que les enregistrements récents ont été consultés. Il en ressort que, les jours précédents le sinistre, la procédure de contrôle des apports a été respectée et les enregistrements consignés. L'efficacité de la procédure ne semble pas mise en cause car celle-ci a permis de détecter et de refuser l'apport d'une batterie lithium (équipement informatique) le 06/11/2025.
Type de suites proposées : Sans suite